



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 351 du 29 septembre 2024

Au sommaire :

- **L'assemblée générale de l'ONU, tribune des va-t-en guerre Netanyahu, Zélenky et de leurs soutiens les USA et l'Otan** - *Galia Trépère*
- **Le front réactionnaire Macron-Barnier-Le Pen enfant du front républicain ! Pour un front de classe en rupture avec le mirage parlementaire et le dialogue social...** - *Yvan Lemaitre*
- **Pour un pôle démocratique des révolutionnaires instrument de la construction d'un parti des travailleur-es par les travailleur-es eux-mêmes** - *Contribution aux discussions au sein du NPA-R*

L'assemblée générale de l'ONU, tribune des va-t-en guerre Netanyahu, Zélenky et de leurs soutiens les USA et l'Otan

Vendredi dernier, juste après que Netanyahu eut fini, sous les huées et dans une salle vidée aux trois quarts de ses délégations, son discours provocateur et agressif à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, l'armée israélienne annonçait avoir détruit le quartier général du Hezbollah à Beyrouth, assassinant comme on l'a appris plus tard son dirigeant Nasrallah. Des explosions terribles qui ont rasé six immeubles d'habitation, tué 300 personnes et qui viennent après une semaine de raids aériens et de frappes meurtrières qui ont fait plus de 700 morts et des milliers de blessés, provoquant un exode qui s'élèverait à près d'un million de personnes.

Un « tournant historique » dans la situation au Moyen-Orient, dit Netanyahu. Indiscutablement mais un tournant historique d'un point de vue plus global, celui de la légitimation à la face du monde entier du terrorisme d'État, la politique de la terreur comme mode de gestion des rapports internationaux. Ce n'est pas une nouveauté, c'est la loi du capitalisme, mais là, elle reçoit l'assentiment ouvert de toutes les grandes puissances occidentales, de fait et quelles que soient les réserves et autres hypocrisies diplomatiques. Tant Biden que Harris se sont réjouis de l'assassinat du chef du Hezbollah, réaffirmant leur implication dans l'offensive israélienne.

Peu de temps auparavant, jeudi, à Biden et Macron qui demandaient dans un communiqué commun une trêve de 21 jours entre Israël et le Hezbollah, Netanyahu répondait que l'armée israélienne poursuivrait ses opérations contre le Hezbollah « avec toute la force nécessaire ». Le même jour, les Etats-Unis... accordaient à Israël une aide financière de 8,7 milliards de dollars.

Comment mieux dire le cynisme et l'hypocrisie des propositions de cessez-le-feu des dirigeants américains et français ? D'une main, ils arment, financent et sou-

tiennent l'État d'Israël, leur bras armé, quels que soient ses crimes, de l'autre ils voudraient faire croire qu'ils sont pour la paix, non sans faire porter la responsabilité de la guerre au Hamas et au Hezbollah et toujours ressassant le « droit d'Israël à se défendre » pour justifier sa guerre génocidaire.

A la tribune de l'ONU, Netanyahu a rappelé son discours de l'an dernier à la même assemblée générale -comme l'avait fait aussi Biden deux jours plus tôt. Il a montré une première carte, « de la bénédiction », pour faire voir ce que pourrait être le Moyen-Orient de leurs vœux, basé sur l'alliance entre Israël et les sommets dirigeants des pays arabes, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, faisant du Proche-Orient une voie de commerce sécurisée entre l'Europe et l'Asie. Puis il a brandi une deuxième carte, « de la malédiction » montrant l'Iran, l'Irak et la Syrie, « l'arc de la terreur créé par l'Iran », annonçant clairement son intention de détruire les « ennemis sauvages » d'Israël.

C'est là le contenu de cette guerre contre le peuple palestinien pour sa destruction, contre le Liban et l'Iran et contre tous les peuples du Moyen-Orient, y compris contre les travailleur-es israélien·nes, faire par les armes et la terreur ce que la finance et la diplomatie n'ont pas réussi à faire, établir, consolider, imposer aux peuples l'ordre du capitalisme, des grandes puissances occidentales.

Le gouvernement israélien est en train de commencer au Liban ce qu'il fait depuis un an dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Au Liban, ce sont les populations civiles, des quartiers entiers de Beyrouth, des villages du sud du pays, qui sont frappés au nom de la lutte contre le Hezbollah, avec une violence plus meurtrière qu'en 2006. Et les dirigeants israéliens ont déjà annoncé leur volonté de mener après ces raids aériens une opération terrestre au Liban, provisoire et limitée, disent-ils, mais c'est un pas

supplémentaire dans une escalade qui conduit à la guerre contre l'Iran. Les dirigeants américains disent ne pas vouloir celle-ci, et peut-être auraient-ils voulu l'éviter, mais la logique de l'escalade guerrière s'impose à eux, ils ne feront rien pour arrêter Israël, le garant de leurs intérêts au Moyen-Orient où stationnent 40 000 de leurs soldats auxquels ils viennent d'adjoindre quelques centaines supplémentaires.

Le « plan de paix » défendu à l'ONU par Zelensky, c'est gagner la guerre

A cette même Assemblée générale de l'ONU, beaucoup de publicité a été donnée à Zelensky et à son « plan de paix » dont la mise en œuvre est conditionnée à un « plan de la victoire ». Car selon lui, aucune négociation n'est possible si la Russie n'est pas vaincue. Pour lui, c'est simple, « donnez-moi l'autorisation d'utiliser des missiles de longue portée contre la Russie », dit-il à ses fournisseurs autant que donneurs d'ordre occidentaux et la Russie sera vaincue. Ce qui, bien évidemment, n'est pas aussi simple alors que Poutine a déclaré qu'il considérerait alors que l'Otan est entrée en guerre avec la Russie.

Mais il peut compter sur ses bailleurs de fonds occidentaux, quoi qu'on dise de leur « lassitude » à aider l'Ukraine. Biden, dans son dernier discours à l'ONU, s'est félicité d'avoir suscité une vaste coalition en soutien à l'Ukraine. Et Kamala Harris que Zelensky a rencontrée jeudi lui a assuré son soutien « inébranlable ». « Il y a des gens dans mon pays, a-t-elle ajouté en visant Trump, qui voudraient forcer l'Ukraine à abandonner de larges portions de son territoire souverain, [...] ce sont des propositions de capitulation, ce qui est dangereux et irresponsable ». C'est en effet la position de campagne de Trump. Alors qu'il dit n'avoir aucune hésitation s'il fallait bombarder l'Iran jusqu'à faire disparaître des villes entières, il promet de favoriser une négociation de paix avec Poutine quitte à lui abandonner des territoires ukrainiens. Une promesse de campagne que Trump ne tiendrait peut-être et sans doute pas s'il était élu tant ses décisions seraient alors guidées et peut-être même dictées par les sommets dirigeants de la bourgeoisie américaine, par le Pentagone. Il est peu probable que ceux qui dirigent réellement la Maison Blanche acceptent de donner ce qui serait une victoire pour Poutine, le Donbass et la Crimée par exemple. Ces rodomontades électorales de Trump sont aussi peu

crédibles que les « efforts » de Biden et Macron pour une trêve au Liban.

Contre la mondialisation de la guerre, pour la paix, le soulèvement et la fraternisation des peuples

Le boycott du discours de Netanyahou par de très nombreuses délégations à l'ONU montre que les dirigeants d'une grande partie du monde ont bien conscience que les puissances occidentales dirigées par les Etats-Unis sont en train de mondialiser la guerre par leurs « proxys » Israël et l'Ukraine. Cette escalade militariste vise en fait tous les peuples de la planète. Plusieurs Etats déjà ont condamné la guerre israélienne et refusé d'emboîter le pas de la coalition initiée par les USA contre la Russie. Mais leur protestation à l'ONU est bien impuissante ne serait-ce qu'à exercer une pression tant sur Israël que sur les Etats-Unis et elle ne préjuge en rien de leur attitude demain face à la pression économique, financière et militaire des USA et de leurs alliés.

La guerre d'Israël ainsi que la guerre d'Ukraine, dont le Wall Street Journal vient d'évaluer le nombre global de victimes à un million de morts et de blessés, s'inscrivent dans l'offensive des vieilles puissances impérialistes dont les Etats-Unis en premier lieu, pour préserver leur domination alors que s'exacerbe la concurrence économique provoquée par la crise de sénilité du système capitaliste qui s'est étendu à l'ensemble de la planète, à l'essoufflement de la machine à profits.

La mondialisation de la guerre est inscrite, quels qu'en soient le rythme, les étapes et la forme dans l'exacerbation de la concurrence capitaliste, et dans le krach financier et la régression économique en cours. Le développement mondialisé de la production et des échanges est incompatible avec la propriété privée et l'Etat capitaliste et conduit à de violentes conflagrations tant économiques, militaires que sociales.

La folle course hors contrôle du capitalisme mondialisé ne pourra être enrayée, stoppée que par le soulèvement des peuples contre leurs propres classes dirigeantes, leur fraternisation, le combat contre notre propre gouvernement, notre propre Etat, la seule voie de la paix et du progrès.

Galia Trépère

Le front réactionnaire Macron-Barnier-Le Pen enfant du front républicain !

Pour un front de classe en rupture avec le mirage parlementaire et le dialogue social...

« Un temps nouveau s'ouvre pour le pays. Je serai là pour vous aider à réussir », aurait déclaré Macron lors du premier conseil des ministres intérimaires les appelant à « faire preuve d'esprit de dialogue. » Les temps nouveaux que Macron appelle de ses vœux sont ceux

d'un capitalisme offensif et encore plus arrogant, militariste, nationaliste dont les zélés serviteurs soient toutes et tous alignés sur le consensus national que le front de la réaction entend instaurer : la défense de l'occident, des privilèges de la grande bourgeoisie, enrôlant la petite prise

de peur devant les menaces que leur politique fait peser sur son avenir, pour mener sa guerre sociale, nationaliste et xénophobe, policière et militaire contre les travailleurs et les peuples.

La mauvaise farce que Macron met en scène depuis sa déroute électorale, c'est bien la réalisation de l'union des droites derrière les faux semblants du front républicain en jouant LFI contre le NFP tout en prétendant s'opposer au RN pour mieux reprendre à son compte sa politique et, au final, mettre le sort du gouvernement intérimaire entre ses mains.

Pour celles et eux qui n'auraient pas encore compris, le coup de fil empressé de Barnier à Le Pen pour s'excuser des écarts du nouveau ministre de l'Économie, Antoine Armand, qui avait déclaré qu'il ne travaillerait pas avec le RN qui « *n'appartient pas à l'arc républicain* » a clarifié les choses. Il a suffi que Le Pen lui fasse remarquer « *que le budget arrive, et que le Premier ministre doit aller expliquer à ses ministres la philosophie de son gouvernement car il semblerait que certains n'aient pas encore totalement compris* » pour que Barnier déploie ses talents de négociateur-carpette... Et le nouveau ministre de manifester son aptitude à mieux jouer son rôle de larbin pour dire son entrain de collaborer avec « *toutes les forces politiques représentées au Parlement* ». La porte-parole des députés RN, Laure Lavalette, postait sur le même réseau social, « *Il semblerait que certains n'aient pas encore totalement compris dans quel nouveau monde nous vivons. Nous allons vous l'enseigner.* » avant de remercier Barnier pour ce « *recadrage qui s'imposait* »...

Cet épisode croquignolesque à l'image des prétendus conflits qui opposeraient certains ministres éclaire sur la fonction de ce gouvernement intérimaire, mettre en place un large front réactionnaire de droite extrême dont les limites parlementaires restent à définir.

Le sinistre Retailleau, ministre de l'intérieur LR, devient ainsi le personnage principal de ce gouvernement face au ministre de la Justice Migaud, ancien chef zélé de la Cour des comptes et ancien député socialiste, couple destiné, à travers les faux-semblants conflictuels, à illustrer le consensus parlementaire sur la politique sécuritaire...

Les vieux politiciens sortis de la naphthaline, Barnier et Retailleau, deviennent les acteurs principaux de la farce parlementaire qui voudrait construire, en profitant du climat économique et militaire international, un consensus réactionnaire contre LFI en tentant de marginaliser Le Pen pour mieux faire sa politique contre le monde du travail, l'acteur principal qui, pour le moment, n'a pas encore fait entendre sa voix...

« Trois priorités : la première, rétablir l'ordre, la deuxième, rétablir l'ordre, la troisième, rétablir l'ordre », l'ordre du capital....

Le front réactionnaire est bien le parti de l'ordre dont Retailleau se veut le meilleur représentant tout entier acquis à sa tâche de vider le RN de son influence en faisant

sa politique espérant ainsi le marginaliser à son profit et celui de ses amis. Outre la politique sécuritaire et la lutte contre le prétendu laxisme de la justice, il fait beaucoup de bruit autour de la lutte contre l'immigration par « *tous les moyens. [...] J'ai un objectif, parce que comme des millions de Français, je pense que l'immigration massive ça n'est pas une chance pour la France et ça n'est même pas une chance pour ces migrants qu'on envoie parfois périr en pleine mer* ». Il s'empare avec la complicité active des médias des drames que cette société engendre comme le viol et le meurtre d'une étudiante, au Bois de Boulogne, attribués à un étranger sous le coup d'une OQTF (obligation de quitter le territoire), pour partir en guerre contre les « *clandestins dangereux* », déverser leur haine anti-immigrés, distiller leur venin raciste et faire leur propagande sécuritaire et policière. Il cible en particulier, obsession de l'extrême droite, l'Aide Médicale d'État (AME) qui permet à toute personne pouvant prouver qu'elle réside sur le territoire depuis au moins 3 mois de bénéficier d'une couverture médicale pour un an renouvelable et dont la suppression serait une catastrophe.

Ce zèle xénophobe accompagne la campagne sur le déficit budgétaire qui vise à justifier les nouvelles coupes dans les budgets des services publics, coupes sauvages dans les dépenses sociales contre la population pendant que le faux débat sur les hausses d'impôts voire même taxer les riches fait diversion.

Tout dans ce gouvernement en sursis est jeu de rôle et imposture sauf la ferme volonté de mener les attaques contre le monde du travail alors qu'une vague de licenciements est en route. Et la question essentielle des salaires n'existe pas !

C'est ce que Retailleau appelle le « *pacte législatif d'urgence nationale* » qui sera, mardi, la trame du discours de politique générale de Barnier destiné à lui gagner la neutralité bienveillante du RN, un sursis... Un discours qui reprendra la rengaine sur la défense des « *valeurs occidentales* », celles de l'exploitation des travailleur-es et des peuples qui s'est construite à travers l'esclavage, le colonialisme qui se perpétue tant en Nouvelle Calédonie qu'aux Antilles et met les travailleur-es en concurrence pour faire baisser les salaires tout en attisant le racisme, la xénophobie pour mieux les jouer les uns contre les autres tant sur le plan économique et social que sur le plan politique.

Et c'est la même politique des vieilles puissances coloniales et impérialistes qui se poursuit à travers les guerres tant d'Ukraine que d'Israël, la guerre comme arme économique dans la concurrence capitaliste.

Cette logique de la politique des classes dominantes anime et dirige les marionnettes qui font le piteux et dérisoire spectacle parlementaire, la machine à duper la population pour la soumettre aux intérêts capitalistes.

Le monde du travail a besoin de s'en dégager, de rompre avec cette logique du patron pour affirmer sa propre personnalité de classe, formuler ses propres exigences, souder sa solidarité par-delà les frontières.

Notre discours de politique générale, sur nos lieux de travail, dans la rue affirmer notre indépendance de classe internationaliste

Le 1^{er} octobre, mardi, la CGT, Solidaires et la FSU appellent l'ensemble du monde du travail à manifester et à faire grève. Nous avons toutes les raisons de descendre dans la rue contre les attaques du patronat et du gouvernement, pour faire valoir nos droits en toute indépendance des luttes institutionnelles.

Ceci dit, la lutte qui est devant nous contre le bloc réactionnaire et l'extrême droite n'est pas une simple lutte syndicale mais bien une lutte politique avec nos armes de classe, l'organisation, la grève, la manifestation, l'action politique pour défendre l'idée que nous n'avons rien à attendre des jeux politiques ou du dialogue social et que notre avenir est entre nos mains.

Nous avons besoin de tirer entre nous les leçons des politiques qui ont remis Macron en selle après sa déroute électorale, la duperie du soi-disant « *Front républicain contre l'extrême droite* », au moyen duquel les dirigeants du NFP ont sauvé les macronistes d'un naufrage complet pour les laisser installer au gouvernement leur alliance avec les Républicains avec la bénédiction du RN.

Les directions syndicales, après avoir désarmé le puissant mouvement contre la réforme des retraites, ont apporté leur soutien au NFP dans ces manœuvres parlementaires, ce jeu de dupes au même titre que le dialogue social, qui se retournent contre nous.

Ils nous ont fait prendre des vessies pour des lanternes ! Mais ils nous ont aussi ouvert les yeux !

Nous avons besoin de nous réunir pour en discuter, nous mettre d'accord, nous organiser pour décider de nos revendications, de nos mobilisations, de nos intérêts communs. Ils ne sont pas compatibles avec ceux du grand

patronat parce que leur satisfaction exige de rompre avec la logique du profit qui aggrave sans cesse les inégalités, tire la société en arrière. L'abolition de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires, pas de salaires inférieurs à 2000 euros, le partage du travail entre toutes et tous pour mettre fin au chômage et à la précarité, la défense des services publics remettent en cause la politique de rentabilité financière de la bourgeoisie, la politique de l'État qui la subventionne. Contre le déficit, il faut abolir la dette, cette rente pour les financiers, nationaliser les banques pour construire un monopôle public bancaire sous le contrôle des travailleur-es.

C'est cela le discours de politique générale des travailleur-es.

Et aussi la défense des droits démocratiques contre la politique du tout sécuritaire, contre la guerre que ce soit la guerre par procuration des USA et de l'Otan contre la Russie ou la guerre d'Israël contre le peuple palestinien et le Liban.

La solidarité internationale avec nos sœurs et nos frères de Kanaky et des Antilles, avec leurs revendications, pour le retrait total du couvre-feu à la Martinique et en Guadeloupe, en Kanaky, le départ des forces de répression (GIGN, police, gendarmerie et armée) et l'arrêt des poursuites judiciaires et de la persécution des militants politiques, le soutien aux luttes pour l'indépendance.

La défense de nos droits sociaux et démocratiques, la solidarité internationaliste constituent un même combat contre l'ordre établi de Barnier-Retailleau-Le Pen, l'ordre capitaliste, un combat qu'il nous faut préparer, anticiper, qui passe par notre organisation indépendante sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, notre rassemblement dans notre propre parti politique.

Yvan Lemaitre

Pour un pôle démocratique des révolutionnaires instrument de la construction d'un parti des travailleur-es par les travailleur-es eux-mêmes

Contribution aux discussions au sein du NPA-R

1) L'effondrement de Macron depuis sa déroute électorale jusqu'à la nomination de Barnier comme Premier ministre avec la bienveillance du RN avant que l'échec de la manœuvre ne le contraigne probablement à la démission à moins que lui-même ne réussisse à réaliser l'union des droites est un moment d'une crise politique chronique. Du discrédit de la droite et de la gauche, qui avaient cohabité ou s'étaient succédé au gouvernement pour mener l'offensive des classes dominantes contre le monde du travail, à la montée de l'extrême-droite en passant par le ni droite ni gauche de Macron, il y a la continuité du discrédit des partis parlementaires et de la démocratie parlementaire bourgeoise instrument docile de la politique du capital.

Le processus de la crise est sous-tendu par le processus de régression économique et sociale, il est directement la conséquence de l'accentuation constante des inégalités dont on a aussi pu juger des effets en Grande Bretagne à travers les émeutes racistes provoquées par l'extrême-droite et la politique anti-immigration du gouvernement ou en Allemagne avec les résultats électoraux de l'AFD en Thuringe et en Saxe et la décision du gouvernement de réinstaurer les contrôles aux frontières.

Les deux processus directement interdépendants ne peuvent que s'aggraver si le prolétariat ne s'en mêle pas et indiquent la tendance dominante de la vie politique bourgeoise qui se construit dans le soutien à la guerre

d'Israël et à celle d'Ukraine au nom de la défense de « *nos valeurs* », celle de l'occident capitaliste façonné par le colonialisme et l'impérialisme.

L'accentuation des inégalités, la concentration sans limite de richesses au détriment de toute la société au sein des vieilles puissances impérialistes, en particulier européennes, est une conséquence inéluctable de l'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé dont la crise d'accumulation du capital ne trouve de réponse que dans une exacerbation de l'exploitation de l'homme et de la nature, une exacerbation de la concurrence mondialisée, de la guerre économique combinée à la mondialisation de la guerre comme mode de gestion des rapports de force dans laquelle s'inscrivent tant la guerre d'Israël que celles d'Ukraine ou d'Afrique.

Le mécanisme des surprofits impérialistes décrit par Lénine qui a permis à la bourgeoisie des vieilles puissances occidentales de contenir, avec la collaboration de la social-démocratie, la montée révolutionnaire de 1917 puis celle des lendemains de la seconde guerre mondiale, a épuisé ses possibilités. L'intégration des anciens pays coloniaux au marché mondial en concurrence avec les vieux pays impérialistes et la mondialisation du marché du travail, la mise en concurrence des prolétaires de tous les pays, a accéléré la concentration parasitaire du capital au détriment de l'ensemble de la population du globe.

2) La décomposition sociale sous la pression de l'offensive libérale, de la recherche de la rentabilité financière sans limite s'exprime dans toutes les dimensions de la vie sociale. Dégradation des conditions de travail, asservissement croissant de l'ouvrier à la machine, baisse du niveau de vie, chômage et précarité, dégradation des services publics...L'hôpital public en est la plus dramatique manifestation, conséquence de la politique visant à faire de la santé une source de profits rentables pour les capitaux privés, de la même façon, le scandale des crèches qui éclate sur la place publique. Ce sont des illustrations de la faillite du capitalisme, de la politique des classes dominantes et de l'État à leur service de tout transformer en source de profits, en marchandises. L'Éducation nationale est une autre victime de cette politique au service des intérêts privés des possédants au détriment de l'ensemble de la société.

Cette dégradation des conditions de vie est la source de la dégradation des relations sociales et humaines, la montée de la violence auxquelles l'État n'a d'autres réponses que policières, répressives, sécuritaires.

Les femmes en sont les premières victimes. La morale dominante, l'offensive idéologique réactionnaire renforcent le machisme, le mépris des dominé-es, des femmes comme en témoignent les violences sexuelles dont le procès d'Avignon des violeurs criminels de Gisèle Pélicot est un dramatique et insupportable concentré qui ne peut exister que sur le terrain de la culture du viol, de la domination du patriarcat, indissociable de la domination capitaliste dont la pédophilie est aussi la conséquence en particulier au sein de l'Église pilier de l'ordre établi.

La portée révolutionnaire du combat des femmes est une composante essentielle des luttes d'émancipation de toute l'humanité. En s'émancipant de la domination masculine, en la brisant, en l'extirpant des rapports sociaux les femmes se libèrent elles-mêmes mais elles libèrent aussi les prolétaires dominés par les préjugés que nourrissent les rapports d'oppression et d'exploitation y compris parmi ses victimes.

3) La marche à la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé explique l'effondrement des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier, le PS et le PC. Le réformisme social-démocrate et stalinien, qui vivait de ces surprofits, n'a plus eu d'autre choix que de participer à la gestion de l'offensive libérale et impérialiste de la fin du siècle dernier pour se discréditer, complètement impuissant à apporter la moindre réponse à la régression sociale, sa démagogie nationaliste ouvrant la voie et cédant la place à la politique xénophobe de l'extrême droite.

Le réformisme n'a plus de bases matérielles. Il est condamné à négocier les reculs et concessions pour, sur le fond, abdiquer de toute velléité réformiste et s'intégrer au consensus national.

LFI essaie de préserver une indépendance politique au prix d'une grande confusion et d'une crise interne permanente. Sous-produit sans avenir de la décomposition de la gauche gouvernementale et de l'échec d'une fraction du mouvement révolutionnaire, elle reste dépendante du PS et de la gauche parlementaire sans laquelle Mélenchon ne peut imaginer réaliser son rêve de devenir président.

Cet effondrement de la gauche laisse le terrain libre aux forces réactionnaires, à l'extrême droite voire à un nouveau fascisme auquel les lignes de force à l'œuvre tant sur le plan économique et social que politique conduisent à plus ou moins long terme.

L'alternative à l'extrême droite ne peut naître que de la volonté de s'attaquer à la racine du mal, d'un profond mouvement de contestation de l'ordre existant postulant au pouvoir pour mettre en place un gouvernement démocratique des travailleurs pour en finir avec la politique des classes dominantes, les exproprier pour construire un mode de production socialiste.

L'enjeu de la période est d'armer politiquement la rupture du monde du travail avec la gauche institutionnelle et gouvernementale pour jeter les bases d'un parti des travailleurs capable de rendre crédible cette alternative démocratique et progressiste, de lui donner vie dans les luttes de classes.

4) Les nouvelles coordonnées ouvrent une nouvelle phase de développement du mouvement ouvrier confronté à la crise globale du capitalisme mondialisé, terrain d'une prise de conscience de masse que le système ne marche plus, qu'il faut radicalement changer les choses, la façon dont les hommes produisent et échangent pour satisfaire leurs besoins collectifs et individuels.

La lutte à l'échelle internationale et au cœur des vieilles puissances impérialistes entre un mode de production

fondé sur la propriété privée, le profit et la concurrence capitalistes, dépassé depuis des décennies déjà, et une nouvelle façon de produire et d'échanger, fondée sur la coopération et la planification en fonction des besoins humains et des nécessités écologiques, définit le contenu de la période.

Cette alternative est au cœur des contradictions qui minent le système, elle s'inscrit dans l'histoire des luttes d'émancipation et ses bases matérielles se sont renforcées, ses prémices objectives et subjectives ont mûri avec le développement d'un nouveau prolétariat mondial produit de la mondialisation capitaliste.

5) C'est à travers ce combat que se forme la nouvelle génération, force motrice du parti de la révolution à venir. En anticiper les étapes nous conduit à revisiter le passé pour comprendre ce qui s'achève et prolonger la courbe pour avoir une stratégie. La construction d'un parti n'est pas une simple question de volonté, de proclamation communiste révolutionnaire, elle passe par la compréhension des évolutions sociales et politiques en cours qui conditionnent les évolutions de la lutte de classe et des consciences.

Le long recul du mouvement ouvrier a contraint le mouvement révolutionnaire à trouver des formes d'organisation et de luttes qui rappellent la forme de sectes au sens où ses différentes fractions se définissent par rapport à des différences d'appréciation de leur propre continuité historique, idéologique, du trotskysme, du « *communisme révolutionnaire* » en opposition et concurrence réciproques, privées de la possibilité de se définir démocratiquement au sein même d'un mouvement ouvrier réel par rapport auquel les révolutionnaires restent marginaux, soit sectaires soit suivistes. A défaut de pouvoir mener une politique révolutionnaire au sein d'un mouvement ouvrier passif, la révolution a pris le contenu d'une proclamation, le parti celui de groupes sectaires autoproclamés confondant leur propre vie avec celle du mouvement ouvrier, s'illusionnant sur leur capacité à donner naissance à un parti de masse, voire une internationale, par leur propre développement ou en association avec d'autres groupes sectaires.

6) Les perspectives démocratiques et révolutionnaires du mouvement ouvrier puisent leur force dans la puissance du nouveau prolétariat qui l'incarne ainsi que dans son histoire, ses expériences accumulées, une source d'inspiration et de culture de classe pour l'action vivante.

Le marxisme ne connaît aucun dogme, aucune vérité toute faite, sa méthode est historique et dialectique, elle s'applique à nous-mêmes, à la compréhension de notre propre histoire condition nécessaire, même si elle n'est pas suffisante, pour écrire la suite.

Le mouvement ouvrier, jusqu'à l'effondrement de l'URSS, a connu une première longue phase de son histoire qui a profondément bouleversé le monde à travers un processus révolutionnaire démontrant sa capacité à conquérir le pouvoir pour changer la société sans avoir encore la force

de mener le travail à terme, laissant le pouvoir au capital et à son œuvre destructrice.

Aujourd'hui, pour la première fois de l'histoire, les conditions objectives et subjectives rendent possible la réalisation pratique des anticipations de Marx, une transformation révolutionnaire mondiale.

La première phase du développement du mouvement ouvrier a débouché sur un recul du marxisme caricaturé par les dictatures staliniennes et les dirigeants des dictatures nationalistes des anciens pays coloniaux qui avaient usurpé le drapeau du communisme pour mieux duper les masses. C'est la question majeure qui définit nos tâches aujourd'hui d'autant qu'elle rentre en pleine contradiction, paradoxe, avec l'autre caractéristique essentielle de la période, jamais dans l'histoire les conditions objectives et subjectives d'une transformation révolutionnaire mondiale n'ont été si développées en proportion inverse de la faillite du capitalisme.

Redonner leur crédit et leur dimension démocratique et émancipatrice aux idées du socialisme et du communisme combine l'explication de leurs échecs relatifs dans le passé pour leur redonner leur potentiel réel, pouvoir expliquer l'époque moderne et les nouvelles possibilités révolutionnaires qu'elle ouvre.

Dit autrement, il s'agit de prendre en compte l'évolution du capitalisme depuis la formation de l'impérialisme et de son analyse au début du XX^{ème} siècle par le courant marxiste, en particulier par Lénine, pour décrire en quoi le capitalisme aujourd'hui, les évolutions dont il est l'aboutissement confirment les analyses marxistes malgré les échecs du mouvement ouvrier, donc, préparent les conditions d'une nouvelle montée révolutionnaire et, en conséquence, en quoi ces évolutions ont mûri les prémices objectives et subjectives du socialisme et les implications stratégiques, programmatiques qui en découlent.

7) Le trait dominant du capitalisme se définit par l'incapacité de l'oligarchie financière de répondre à sa crise d'accumulation, cette maladie chronique qui au stade du capitalisme sénile semble sans issue.

L'actualité fait de l'apport de Rosa Luxemburg dans son livre *L'accumulation du capital*¹ un élément déterminant pour comprendre les limites historiques atteintes par le capitalisme en mettant en évidence les limites, voire l'impossibilité de l'accumulation dans un monde entièrement dominé par la production capitaliste. Rosa Luxemburg mettait le doigt sur la nécessité pour le capitalisme d'intégrer des territoires non capitalistes pour étendre le marché et la production, lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit.

Cette question qui alors apparaissait annexe au regard des enjeux de la discussion portée par Lénine, en pleine guerre mondiale, nous permet de mieux comprendre comment l'évolution du capitalisme se heurte aujourd'hui au fait que la mondialisation l'a étendu et imposé à l'en-

¹ <https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm>

semble du globe, aggravant la maladie de la crise d'accumulation du capital qui atteint ses limites ultimes tant économiques, sociales que géographiques.

La crise écologique dont les ravages frappent l'ensemble des populations de la planète est la manifestation globale de cette faillite.

Le capitalisme financiarisé mondialisé a renforcé et globalisé les traits du parasitisme de l'impérialisme décrit par Lénine, la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle internationale a ruiné les surprofits impérialistes à l'origine du réformisme. La nature autoritaire, autocratique du capitalisme qui s'exprime dans la montée de l'extrême droite, voire dans une menace d'un nouveau fascisme donne toute sa puissance au marxisme, à la théorie de la lutte de classe et de la révolution permanente.

La démarche transitoire formulée dans le programme de transition, trop souvent et trop longtemps réduite à des revendications transitoires, prend aujourd'hui toute sa portée révolutionnaire en construisant le lien entre toutes les questions sociales, démocratiques, écologiques et la lutte pour la conquête du pouvoir, la lutte pour le socialisme, le communisme. Notre propagande et notre agitation doivent lui redonner toute sa place, nos revendications et exigences contiennent un ordre politique, économique et social nouveau, condition de leur réalisation.

8) La renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire pose aussi en termes nouveaux les questions d'organisation le plus souvent abordées de façon dogmatique, réduites aux principes du centralisme démocratique, pierre philosophale du parti dit « *de type bolchevique* », néanmoins à géométrie variable... Les différents courants révolutionnaires, chacun à sa façon, leurs directions se considèrent comme dépositaires de l'expérience du *Que Faire ?* de Lénine dont Trotsky aurait été le continuateur. Centralisme qui s'est vidé en réalité de tout dynamisme démocratique et en interne et en externe dans les relations entre les différents courants et le reste du mouvement ouvrier.

Cette conception réduit l'expérience du mouvement révolutionnaire à des conclusions figées formulées en réponse au stalinisme mais ainsi vidées de l'essentiel, la richesse des débats au sein du mouvement international en plein essor.

Lénine ne prétendait pas écrire une bible organisationnelle mais bien discuter des modalités d'organisation en fonction des besoins du mouvement réel qui se développait dans la Russie tsariste combinant les questions sociales et démocratiques.

Il n'y a pas plus de répétition du processus historique que de transfert de son contenu vivant. Loin de prétendre ériger l'expérience en recette, nous avons besoin d'assimiler son contenu dans la pratique. La relation entre développement du mouvement réel du prolétariat et son organisation n'est pas une question formelle mais bien une question pratique et militante qu'il nous faut remettre sur l'établi en fonction de la période, du mouvement des

masses et de l'état du mouvement révolutionnaire, faire vivre le marxisme.

9) C'est dans ce sens que nous militons pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire, refondation qui exige pour reprendre la formule de Gramsci « *la conscience critique de soi* » qui commence par la prise en compte du gâchis que représente notre propre histoire d'exclusions, de scissions, de sectarisme qui alimente mécaniquement l'opportunisme et réciproquement. La scission-exclusion-explosion du NPA est la déplorable illustration de cette logique d'échec.

Notre tâche première est de rompre avec elle en inscrivant notre politique dans les transformations en cours du fait de l'accentuation de la décomposition du capitalisme.

Aujourd'hui, le renouveau du mouvement ouvrier révolutionnaire est en gestation au cœur de la crise chronique, de la marche à la faillite du capitalisme financiarisé mondialisé qui rend impossible l'intégration sociale et politique du prolétariat et de ses organisations au monde bourgeois, à la nation autrement que par leur capitulation. La lutte de classe porte en elle l'émergence de nouveaux partis de la classe ouvrière du simple fait que les conditions de la phase de décadence du capitalisme en route vers son effondrement ne laisse pas d'autres possibilités qu'un affrontement de classe.

La période ouverte par la crise de 2007-2008 et les révoltes arabes de 2011 est celle d'un affrontement mondialisé entre l'oligarchie financière qui veut dominer le monde et le prolétariat mondialisé dans sa riche diversité pour imposer une nouvelle façon de produire et d'échanger en liquidant la propriété capitaliste pour mettre en place un mode de production et d'échange fondé sur la planification démocratique, socialiste.

Il nous faut parler aujourd'hui de renaissance du socialisme et du communisme au sens où les vieux partis nés des différentes phases passées du mouvement ouvrier se sont effondrés et intégrés à l'ordre bourgeois sans retour possible. Cette renaissance vise à répondre aux besoins nés de la nouvelle période, c'est-à-dire par l'élaboration d'une stratégie pour, à partir du mouvement existant, tracer la perspective d'un parti révolutionnaire des travailleurs, rompre avec le sectarisme pour avancer vers le parti, et donc aborder les questions organisationnelles pour répondre à l'exigence du regroupement démocratique des révolutionnaires.

10) L'axiome de départ de toute politique de refondation du mouvement révolutionnaire est de considérer que les révolutionnaires démocratiques n'ont pas d'intérêts différents de l'ensemble du mouvement et que les différentes tendances qui le composent sont des courants d'un même parti qui n'ont d'autre vue que de représenter les intérêts généraux du mouvement comme ceux des travailleurs dans une politique unitaire et démocratique.

Le combat pour l'unité de la classe ouvrière contre les forces réactionnaires passe par le combat pour l'unité des forces du marxisme, pour unifier les militant-es des

différentes fractions révolutionnaires, lier les différents groupes locaux entre eux en particulier au niveau de l'intervention locale, réunir dans le même cadre organisationnel toutes celles et ceux qui veulent mener la bataille pour les droits sociaux et démocratiques, lutter contre la guerre et pour le socialisme et le communisme et se considèrent donc comme les membres d'un même parti. Le développement du mouvement révolutionnaire au sein du monde du travail ne se résume pas à « *aller à la porte des entreprises* », il est d'abord et avant tout une bataille politique d'agitation et de propagande pour gagner une fraction de la classe ouvrière à sa propre politique.

Il ne s'agit pas de prétendre construire un pôle des révolutionnaires qui serait une simple alliance entre groupes sectaires, un groupe sectaire plus gros. Une politique pour la construction d'un parti des travailleurs est indissociable de la lutte au sein de chaque courant et fraction pour un fonctionnement interne démocratique en réponse au conservatisme inhérent à tout appareil qui secrète sa propre routine, fonctionnement qui est la condition de la capacité à créer avec les autres courants ainsi qu'au sein de la classe ouvrière des relations démocratiques.

Le centralisme démocratique n'a jamais signifié pour Lénine et Trotsky un quelconque monolithisme, caricature issue du stalinisme. Il inclut au contraire une riche vie démocratique, un droit de tendance et de fraction vivant, suscite la discussion et la confrontation des idées, ne craint pas l'affirmation de personnalités ni de politiques différentes dans le cadre de l'orientation générale et du programme du parti, fruit de l'élaboration collective.

La principale leçon de l'histoire du mouvement révolutionnaire pour nous aujourd'hui est que tout commence par l'analyse concrète du développement du capitalisme, du mouvement de masse pour formuler une politique, une stratégie répondant aux besoins de la période. Il n'est pas possible de répéter les formules toutes faites du passé, de se contenter de dénonciations plus ou moins radicales associées à des proclamations « *communistes révolution-*

naires » hors du temps. Nous avons besoin de prendre à bras le corps la discussion sur la période et nos tâches et pour cela de rompre avec le conservatisme inhérent à la perpétuation de chaque fraction.

C'est ce dont ont besoin celles et ceux qui souhaitent participer à la naissance d'un mouvement de masse de contestation du capitalisme, qui ont le sentiment et la conscience de participer à un mouvement collectif d'émancipation qui répond tout autant aux besoins de l'humanité, à une nécessité historique inscrite dans l'évolution des sociétés humaines qu'à ses propres besoins humains de liberté, de solidarité, de capacité à prendre sa part dans un combat collectif.

11) Nous connaissons une nouvelle étape d'un affrontement qui se déploie ici depuis 2016.

Nous ne connaissons pas les rythmes de l'histoire mais nous savons que l'issue de cet affrontement s'organisera autour de l'opposition irréductible entre socialisme ou barbarie.

La tâche de construire un parti démocratique, révolutionnaire des travailleuses et des travailleurs ne peut être l'œuvre de telle ou telle tendance ou fraction mais l'œuvre collective de l'ensemble des militant.es décidé.es à agir pour que le monde du travail se donne les moyens, l'instrument de son émancipation.

Pour notre part, nous discutons en tant que militant.es du mouvement révolutionnaire. Nous ne prétendons nullement avoir de réponse toute faite, celle-ci se construit collectivement, mais nous pensons que nous devons définir notre place et notre stratégie au sein du mouvement révolutionnaire, ce qu'aurait dû faire un congrès de refondation plutôt que d'engager une bataille confuse pour s'attribuer la continuité et la légitimité du NPA.

Le 20/09/2024

Démocratie révolutionnaire